

Conférence du désarmement

Français

Compte rendu définitif de la mille cinq cent trente et unième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le vendredi 21 février 2020, à 15 h 15

Président : M. Carlos Mario Foradori (Argentine)

GE.20-06814 (F) 300720 040820



* 2 0 0 6 8 1 4 *

Merci de recycler



Le Président (*parle en anglais*) : Je déclare ouverte la 1531^e séance plénière de la Conférence du désarmement. Mesdames et Messieurs, avant de passer à nos travaux du jour, j'ai le plaisir d'accueillir chaleureusement S.E. M^{me} Le Thi Tuyet Mai, Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire, Représentante permanente du Viet Nam auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

M^{me} Le Thi Tuyet Mai (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie et souhaite un très bon après-midi à tous nos collègues ici présents.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de mon gouvernement et au nom de la Conférence du désarmement, je saisis cette occasion pour vous assurer de notre appui sans réserve et de notre entière coopération dans vos nouvelles fonctions.

Je donne à présent la parole au Représentant du Royaume-Uni, qui souhaite faire une annonce.

M. Liddle (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, avant de poursuivre, permettez-moi de vous féliciter pour votre accession à la présidence et de vous assurer de l'appui sans réserve de ma délégation dans l'exercice de vos fonctions au cours des quatre prochaines semaines. Je souhaite également la bienvenue à notre collègue, l'Ambassadrice du Viet Nam, à la Conférence du désarmement.

Le Royaume-Uni a demandé la parole en sa qualité de coordonnateur du processus mené par les cinq États dotés d'armes nucléaires désignés comme tels en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (États du P5), afin de rendre compte des résultats de la conférence des États du P5 qui s'est tenue la semaine dernière.

Les cinq États dotés d'armes nucléaires se sont réunis à Londres les 12 et 13 février 2020 à l'occasion de la neuvième Conférence du P5 afin de discuter des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020. Ils se sont félicités de la confirmation de M. Gustavo Zlauvinen, Ambassadeur d'Argentine, au poste de Président désigné de la Conférence d'examen et ont mené un échange de vues fructueux avec lui et les autres membres du bureau, à savoir l'Ambassadeur Syed Hasrin, de Malaisie, l'Ambassadeur Adam Bugajski, de Pologne, et l'Ambassadrice Marjolijn van Deelen, des Pays-Bas. Ils ont également engagé un dialogue constructif avec les représentants de la société civile des pays du P5 et de l'ensemble des États parties au Traité, en partenariat avec le King's College de Londres et le European Leadership Network.

Au cours de la Conférence, chaque État du P5 a renouvelé son engagement envers le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dans tous ses aspects, cinquante ans après son entrée en vigueur et vingt-cinq ans après sa prorogation illimitée. Ils ont rappelé que le Traité était à la base à la fois de la prévention de la prolifération des armes nucléaires, contribuant ainsi à limiter le risque d'affrontement nucléaire, de la promotion et de la mise en commun des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire au profit de l'humanité, et du désarmement nucléaire en contribuant à apaiser les tensions internationales et à instaurer des conditions propices à la stabilité, à la sécurité et à la confiance entre les nations. Ils se sont déclarés une nouvelle fois résolus à poursuivre leurs efforts individuels et collectifs pour s'acquitter de leurs obligations et faire progresser la mise en œuvre des buts et objectifs du Traité sous tous ses aspects.

Dans le cadre d'un vaste débat, les États du P5 ont échangé leurs vues sur la situation actuelle en matière de sécurité internationale et sur d'autres questions pertinentes pour la Conférence d'examen, notamment les problèmes de prolifération en Iran et en République populaire démocratique de Corée, la zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient, la vérification du désarmement nucléaire et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ils se sont également engagés à renouveler leur appui sans réserve à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et à son nouveau Directeur général, M. Rafael Mariano Grossi. Ils ont reconnu le rôle déterminant joué par l'AIEA dans la mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tant pour promouvoir la coopération la plus étroite possible sur les utilisations pacifiques de la technologie nucléaire que pour

appliquer les garanties et vérifier que les programmes nucléaires sont exclusivement de nature pacifique.

Ils ont notamment fait le point sur les progrès réalisés dans les cinq domaines de travail convenus lors de la Conférence du P5 tenue à Beijing en janvier 2019.

Premièrement, ils se sont félicités de la poursuite des échanges de vues portant sur leurs doctrines et politiques nucléaires respectives et ont réaffirmé leur intention d'organiser une manifestation parallèle afin de les présenter à la Conférence d'examen. Ils ont convenu de poursuivre ces réunions d'experts au-delà de la Conférence d'examen. Ils ont également insisté sur l'importance que revêtent la réduction du risque nucléaire et la promotion de la stabilité, et ont convenu que les experts devraient poursuivre et approfondir leur dialogue sur la réduction des risques stratégiques avant et après la Conférence d'examen.

Deuxièmement, ils ont salué les progrès réalisés dans la deuxième phase des travaux du Groupe de travail du glossaire des principaux termes nucléaires, qui sont de nature à consolider le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à renforcer la confiance mutuelle. Ils ont décidé de publier les résultats des délibérations du Groupe de travail dans la perspective de la Conférence d'examen.

Troisièmement, ils ont réaffirmé leur attachement aux buts et objectifs du Traité portant création de la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok) et se sont félicités des discussions actuellement en cours entre eux et les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur le Protocole au Traité de Bangkok.

Quatrièmement, ils ont réaffirmé être disposés à négocier un traité non discriminatoire, multilatéral et effectivement vérifiable au niveau international – un traité interdisant la production de matières fissiles – sur la base d'un consensus et avec la participation de tous les pays concernés. Dans ce contexte, ils ont salué les discussions d'experts en cours entre les États du P5 sur les questions ayant trait à un tel traité.

Cinquièmement, ils ont réaffirmé leur volonté de partager avec la communauté internationale les nombreux avantages offerts par la technologie nucléaire et ses applications à des fins pacifiques, ainsi que de poursuivre leurs contributions aux projets de l'AIEA ou à des projets de développement bilatéraux. Ils ont également annoncé leur intention d'organiser une manifestation parallèle conjointe consacrée aux utilisations pacifiques lors de la Conférence d'examen.

Enfin, les États du P5 se sont engagés à présenter leurs rapports nationaux de mise en œuvre respectifs à la Conférence d'examen sur la base du cadre commun d'établissement de rapports convenu en 2013.

Les États du P5 se sont déclarés impatients de poursuivre leur dialogue et leurs travaux sur ces thématiques et d'autres questions pertinentes dans la perspective de la Conférence d'examen et au-delà, et ils ont salué la proposition généreuse de la France d'accueillir la prochaine conférence des États du P5 en 2021.

Le Président (*parle en anglais*): Merci. Je donne à présent la parole à l'Ambassadrice du Viet Nam.

M^{me} Le Thi Tuyet Mai (Viet Nam) (*parle en anglais*): Merci beaucoup de me donner la parole. Monsieur le Président, chers collègues, c'est un immense plaisir pour moi de prendre la parole pour la toute première fois, ici, à la Conférence du désarmement.

Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur Foradori, Ambassadeur d'Argentine, pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement à sa session de 2020. Ma délégation vous assure de sa coopération et de son appui sans faille.

Je saisis également cette occasion pour remercier M. Rachid Belbaki, Ambassadeur d'Algérie – et son excellente équipe – pour les efforts qu'il a déployés en sa qualité de premier Président de la Conférence à sa session de 2020. Bien que nous ne soyons pas parvenus à dégager un consensus sur l'ensemble de documents proposé, les efforts inlassables consentis par l'Ambassadeur d'Algérie en sa qualité de Président, par les cinq

autres Présidents de la Conférence de cette session, par le dernier Président de la session de 2019 et par le premier Président de la session de 2021, ont jeté des bases très prometteuses pour la Conférence.

Nous sommes encouragés de constater que, dès le début, les Présidents de la session de 2020, animés du même esprit positif de soutien et de coopération que celui qu'ils ont manifesté à l'égard du Viet Nam lors de sa présidence de la Conférence du désarmement en 2019, ont œuvré de concert pour promouvoir les travaux de la Conférence et rechercher des solutions susceptibles de mener la Conférence vers une issue positive. Nous espérons vivement que la Conférence progressera sur la voie d'un programme de travail équilibré et complet, qui constitue le seul moyen de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve actuellement.

Au cours des soixante-quinze dernières années, le multilatéralisme, au cœur duquel se trouve l'Organisation des Nations Unies, est devenu indispensable. Le multilatéralisme a doté les États d'instances leur permettant de délibérer et de définir des politiques communes dans tous les domaines de la gouvernance mondiale, en particulier la paix et la sécurité. Cette année, alors que nous célébrons le soixante-quinzième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies et le cinquantième anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et à l'approche de la Conférence d'examen des parties au Traité qui se tiendra à New York, il est utile de jeter un regard en arrière pour pouvoir mieux aller de l'avant. Depuis sa création, la Conférence du désarmement a joué un rôle exemplaire dans la mise en place des dispositifs fondamentaux qui régissent le régime mondial de désarmement actuel.

La Conférence a démontré de manière saisissante que le multilatéralisme pouvait permettre aux nations d'aplanir leurs divergences et de trouver des solutions de fond concrètes aux défis mondiaux. Elle est devenue l'unique instance multilatérale de désarmement traitant de toutes les questions multilatérales de maîtrise des armements et de désarmement. Par conséquent, et dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, nous aspirons véritablement à ce que les travaux de cette instance soient préservés. Forte de la dynamique que nous lui avons insufflée ces dernières années, j'espère sincèrement que la Conférence parviendra à des résultats tangibles en 2020.

La coopération multilatérale a toujours figuré en bonne place dans la politique étrangère du Viet Nam. Compte tenu de l'accession du Viet Nam au statut de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour 2020 et 2021 et de son rôle de président de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour 2020, nous sommes déterminés à tout mettre en œuvre pour collaborer avec les États Membres et les instances de l'Organisation des Nations Unies en vue d'atteindre les objectifs ultimes que sont la paix et le développement durables. En notre qualité de président de l'ASEAN en 2020, nous sommes également disposés à promouvoir la coopération entre l'ASEAN et les instances de l'ONU, notamment avec la Conférence du désarmement.

Pour conclure, permettez-moi de vous assurer de l'appui sans réserve du Viet Nam à votre présidence et à vos efforts pour parvenir à un consensus sur un programme de travail.

Le Président (parle en anglais) : Merci, Madame l'Ambassadrice, et bienvenue à la Conférence du désarmement. Soyez assurée que nous ferons tout notre possible pour guider cette Conférence vers la réalisation de notre objectif commun.

Mesdames et Messieurs, l'Argentine est très heureuse de prendre la présidence de la Conférence du désarmement et promet de tout mettre en œuvre pour suivre la voie tracée par mon collègue et ami, l'Ambassadeur d'Algérie, Rachid Belbaki, premier des six Présidents de la session de cette année. Je le remercie d'ailleurs chaleureusement pour tous les efforts qu'il a déployés. J'ai l'intention de poursuivre son travail, avec mes collègues du groupe des six Présidents de cette session, pour permettre à cette instance de reprendre ses travaux de fond. Je vous remercie sincèrement de tous vos efforts, Monsieur l'Ambassadeur.

En raison des événements survenus lors de notre dernière séance plénière, les six Présidents de la session 2020 ont estimé que nous avions besoin de plus de temps pour échanger nos vues et pour examiner les différentes solutions envisageables pour avancer sur

l'ensemble de documents. C'est la raison pour laquelle j'ai mené un certain nombre de consultations pour déterminer s'il existait un terrain d'entente en vue de son adoption. Dans cette optique, j'ai organisé des séances informelles sous différentes formes: avec des groupes de pays de différentes régions, avec certains pays appartenant aux mêmes groupes régionaux, des réunions préparatoires en grands groupes et en groupes restreints. Je tiens à vous remercier toutes et tous pour vos efforts et pour la flexibilité dont vous avez fait preuve tout au long du processus. À ce stade, les six Présidents estiment que nous sommes très proches de pouvoir présenter une version révisée qui comporte un libellé acceptable pour tous.

Lors de mes consultations intensives, j'ai réalisé avec une profonde admiration que nombre de mes collègues de la Conférence étaient titulaires d'un doctorat. Cette situation pourrait constituer une remarquable réussite ; cependant, cette façon de raisonner nous conduit frénétiquement à la cryptologie la plus obscure, qui, profitant du manque de compréhension ou de maturité des membres, moi-même compris, rend les décisions impossibles.

Il manque à la Conférence un élément radical, un ingrédient essentiel, une composante vitale pour permettre à cette vieille machine rouillée de fonctionner à nouveau. Elle a besoin de toute urgence d'une forte dose de bon sens. Nos prédécesseurs et nous-mêmes avons perdu environ 1 600 heures au cours des vingt-deux dernières années à essayer de nous mettre d'accord sur quelque chose qui, comme chacun le sait, pourrait se révéler très simple : un programme de travail. Sommes-nous tous prêts à perpétuer indéfiniment cette situation ? L'utilisation de mots tels que « élaborer », « identifier », « recommander », « analyser » et de nombreux autres encore, voire d'une simple virgule, pourrait provoquer l'effondrement brutal du monde entier.

Chers collègues, à ce stade, nous ne sommes pas en train de négocier quoi que ce soit. Notre principale aspiration est de nous mettre d'accord sur un document qui nous indiquera la voie à suivre pour nos travaux. Nous devons une fois pour toutes briser cette puissante force de gravité qui nous fait chuter et échouer, encore et encore. Je ne suis évidemment pas naïf, et je sais qu'un simple mot peut faire vaciller un univers tout entier. Mais si ces innombrables exercices ont pour finalité l'inaction, nous devrions faire preuve de suffisamment de courage, d'honnêteté et de détermination pour expliquer ici, dans cette magnifique salle, que nous n'avons plus de raison de continuer notre travail et que – et c'est évidemment une décision que nous devons prendre par consensus – la banque de la Conférence du désarmement est en faillite.

Cette décision pourrait permettre à nos contribuables respectifs d'économiser des millions de dollars, qu'ils pourraient alors utiliser pour panser les plaies des victimes de la guerre. Mais je garde espoir. J'ai encore l'espoir qu'un jour cet ingrédient se répande dans cette salle, à tout le moins à petites doses. Et j'ai l'espoir que le bon sens finira par l'emporter. C'est pourquoi lundi, une fois de plus, nous vous distribuerons une version révisée que vous pourrez analyser et déchiffrer en vue de sa soumission mardi après-midi.

Je donne à présent la parole aux membres qui souhaitent formuler des commentaires, des suggestions ou des idées. L'Ambassadeur d'Algérie figure sur ma liste. Vous avez la parole.

M. Belbaki (Algérie) (*parle en arabe*) : Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour vous adresser mes sincères félicitations pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et pour vous assurer que ma délégation est disposée et pleinement déterminée à collaborer avec vous et avec les autres Présidents de la session actuelle pour faire progresser les travaux de la Conférence. Je tiens également à souhaiter la bienvenue à l'Ambassadrice du Viet Nam, pays ami, et à la remercier pour les paroles aimables qu'elle a adressées à mon pays et à la présidence algérienne.

Je vous remercie également, Monsieur le Président, des efforts inlassables que vous déployez pour poursuivre sur la voie de la consultation et du dialogue afin de trouver des solutions consensuelles qui nous permettront de progresser dans nos travaux. Une fois de plus, je tiens à exprimer ma gratitude pour les précieuses contributions apportées par les membres de la Conférence et pour l'esprit positif dont ils ont fait preuve depuis le début de la présente session. Ces éléments ont motivé ma délégation, pendant la présidence

algérienne de la Conférence, à œuvrer sans relâche pour faire converger les points de vue et créer une atmosphère propice à la recherche d'un consensus sur un programme de travail qui permettrait à la Conférence de retrouver son rôle d'unique instance de négociation dans le domaine du désarmement. Dans le cadre de cette entreprise, nous avons pris conscience de l'importance et de l'efficacité du dialogue, de la consultation et de l'écoute comme unique moyen de mobiliser les forces et de parvenir à l'harmonie nécessaire pour réaliser notre objectif commun, à savoir redonner à la Conférence le rôle traditionnel qui lui revient et préserver son efficacité.

Dans cet esprit, ma délégation est disposée à contribuer davantage à la poursuite de ces efforts, qui ont déjà porté leurs fruits et nous ont offert une occasion unique de parvenir à un consensus. Nous espérons que la confiance et le climat positif et constructif que nous avons instaurés grâce à notre approche collective, participative et objective, fondée sur l'intensification et l'élargissement des consultations dans toute la mesure du possible, perdureront. Nous espérons également voir émerger un sens des responsabilités et une participation constructive, afin que notre travail collectif débouche sur une issue positive qui préservera les intérêts collectifs et nationaux, servira notre Conférence et lui permettra de conserver sa crédibilité et son efficacité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur. Je donne la parole à la Représentante de l'Australie.

M^{me} Wood (Australie) (*parle en anglais*) : Merci, Monsieur le Président, et bienvenue à M^{me} Le Thi Tuyet Mai, Ambassadrice du Viet Nam.

Je remercie tout d'abord le Royaume-Uni pour le compte rendu de la réunion des États dotés d'armes nucléaires désignés comme tels en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui s'est récemment tenue à Londres. Nous apprécions sincèrement les efforts déployés à l'approche de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération et la transparence qui caractérise ces exposés détaillés. Je me souviens que la Chine avait présenté un exposé similaire après la réunion de Beijing l'année dernière. Il s'agit d'une pratique exemplaire que nous vous encourageons à poursuivre.

Monsieur le Président, votre déclaration est probablement l'une des plus sensées que j'ai entendues à la Conférence du désarmement depuis mon entrée en fonction il y a trois ans. La coordination étroite entre les six Présidents de la session actuelle, le dernier Président de la session de 2019 et le premier Président de la session de 2021 se poursuit sous votre direction. Nous nous sommes félicités de votre déclaration de vendredi dernier dans laquelle vous avez annoncé que les consultations se poursuivraient sur l'ensemble de documents présenté sous la présidence remarquable de l'Algérie, dans le cadre d'un effort collectif.

Une telle continuité est inédite à la Conférence et constitue une évolution bienvenue dans notre façon de travailler. Nous saluons et appuyons les vastes consultations que vous menez cette semaine afin de dégager un consensus sur l'ensemble de documents. Nous nous félicitons du sens des responsabilités dont vous avez fait preuve à l'égard du devoir qui incombe à la Conférence d'établir son programme de travail au début de sa session annuelle, conformément à l'article 28 du Règlement intérieur.

Cette responsabilité incombe à la Conférence, et nous appelons tous ses membres à jouer un rôle actif dans la reprise des travaux de cet organe, en commençant par l'adoption d'un programme de travail. Si nous ne saisissons pas l'occasion que vous et les autres membres de l'équipe des Présidents nous avez offerte par votre travail acharné, les conséquences pour la Conférence et pour la crédibilité du mécanisme multilatéral de maîtrise des armements seront inévitables.

Je me fais l'écho de votre commentaire selon lequel la Conférence a besoin de toute urgence d'une certaine dose de bon sens. Il s'agit d'un véritable avertissement qui montre que l'inaction ne ferait que desservir cette institution et nous-mêmes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante de l'Australie des aimables paroles qu'elle a adressées à la présidence, et je donne la parole à l'Ambassadrice du Pérou.

M^{me} Alfaro Espinosa (Pérou) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que ma délégation prend la parole, je tiens à vous féliciter chaleureusement pour votre accession à la présidence. Vous vous êtes récemment déclaré chanceux de pouvoir assumer la présidence en tant que Représentant de l'Argentine. Je crois qu'à ce stade, nous avons tous de la chance de vous avoir comme Président. En tant que Péruvienne et représentante de l'Amérique latine, je me sens particulièrement chanceuse de vous voir assumer ce rôle.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue à notre collègue du Viet Nam et je remercie l'Ambassadeur du Royaume-Uni pour son exposé. Cette séance revêt une importance particulière pour l'Amérique latine, car cette région, et notamment les Péruviens, est profondément attachée au principe des zones exemptes d'armes nucléaires.

Ma délégation a suivi avec beaucoup d'intérêt et d'inquiétude le processus d'élaboration des documents qui font partie de l'ensemble de documents présenté pendant sa présidence par l'Ambassadeur d'Algérie, M. Belbaki. Nous le remercions infiniment pour son travail. Nous savions que nous devions appuyer cet ensemble de documents, car il était équilibré et nous donnait la possibilité d'atteindre l'objectif qui nous échappe depuis tant d'années, à savoir l'adoption d'un programme de travail. Bien que cet accomplissement se soit révélé impossible la semaine dernière, nous avons écouté attentivement cet après-midi le compte rendu des mesures que lui et son équipe ont prises pour atteindre cet objectif en étroite coordination avec les cinq autres présidences de la Conférence du désarmement.

Nous espérons recevoir bientôt une version révisée du programme de travail et des documents qui l'accompagnent. Nous attendons des représentants des États membres ici présents qu'ils fassent preuve de la flexibilité et de la volonté politique nécessaires lorsqu'ils examineront cet ensemble de documents. Nous sommes fermement convaincus que l'adoption d'un programme de travail adresserait un message positif à la communauté internationale. Elle constituerait un pas sur la voie de la reprise des négociations multilatérales sur le désarmement, conformément au mandat que la Conférence s'est vue conférée lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en 1978. La responsabilité qui nous incombe à tous en tant que représentants de nos États dans cette prestigieuse instance multilatérale est grande. La tâche qui nous a été confiée consiste à garantir la sécurité du monde et de l'humanité et à préserver la souveraineté de nos États.

Nous oublions souvent que l'essentiel de notre travail a pour but de prévenir la souffrance humaine. Il y a quelques années, le Secrétaire général, António Guterres, a présenté un exposé sur le Programme de désarmement dans lequel il nous a rappelé que les efforts dans le domaine du désarmement visaient à sauver l'humanité et à assurer un avenir commun pour nous, nos familles et les millions de nos concitoyens que nous représentons à chaque fois que nous prenons la parole dans cette enceinte, comme le Président vient de nous le rappeler.

Dans le contexte international fragile que nous connaissons actuellement, ma délégation ne manquera jamais de saluer les occasions et les circonstances qui nous permettent de réaffirmer l'engagement politique du Pérou en faveur des efforts déployés par la Conférence pour maintenir la paix et la sécurité internationales. À cet égard, le Pérou appuie le travail réalisé par l'Argentine. Une fois encore, je vous souhaite beaucoup de succès dans vos travaux au sein de cette Conférence et vous assure du plein appui de ma délégation dans la réalisation de nos objectifs.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadrice du Pérou pour ses aimables paroles adressées à la présidence. Je donne la parole au Représentant de l'Autriche.

M. Müller (Autriche) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous félicite pour votre accession à la présidence et vous remercie pour la sagesse et la franchise de vos propos quant à la situation actuelle de la Conférence du désarmement. Je partage tout particulièrement votre appel au bon sens. Je pense que c'est ce dont nous avons réellement besoin à présent.

Nous souscrivons à votre analyse et adhérons à votre approche quant à la manière de procéder. Conformément à l'article 28 du Règlement intérieur, la Conférence établit son programme de travail au début de sa session annuelle. Nous – l'Algérie, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, le Bangladesh et le Bélarus – nous efforçons d'atteindre cet objectif de manière collective et en étroite collaboration. En tant que l'un des six États membres qui assureront la présidence de cette session, nous avons appuyé cet objectif défini sous la présidence algérienne et en faveur duquel nous continuons à œuvrer sous la présidence argentine.

L'esprit de coopération qui règne entre les six Présidents est remarquable. Cette expérience est exceptionnelle et, comme beaucoup d'autres dans la salle, nous considérons cet effort conjoint, élargi et transrégional comme une contribution dynamique et très positive aux travaux de la Conférence. C'est en quelque sorte la bouffée d'air frais dont nous avons désespérément besoin dans une pièce enfumée.

Vendredi dernier, nous étions très près de nous mettre d'accord sur un ensemble de documents qui était le fruit de vastes consultations et de nombreuses heures d'écoute. Je tiens à saluer les efforts herculéens déployés par la présidence algérienne dans ce contexte.

Monsieur le Président, vous avez accordé à chacun un délai supplémentaire et avez poursuivi les consultations approfondies cette semaine. L'immense majorité des délégations ici présentes ont déjà fait montre d'un grand esprit constructif et d'une grande flexibilité pour contribuer à cet effort commun. À un moment donné, nous devons proposer un ensemble de documents et le mettre sur la table, comme vous l'avez indiqué, et c'est aux membres de la Conférence qu'il appartiendra de se prononcer en définitive. Permettront-ils à la Conférence de prendre des décisions et de structurer ses travaux pour 2020 et d'envoyer à tout le moins un timide message positif montrant qu'ils considèrent que la Conférence est utile en tant qu'instance multilatérale de désarmement, ou préféreront-ils faire obstacle à tout effort dans ce sens ?

J'en appelle aux délégations qui n'ont pas encore fait preuve de la flexibilité et de l'esprit constructif nécessaires pour rendre justice à cet important organe, afin qu'elles se montrent flexibles et appuient les efforts extrêmement précieux du Président. Nous devons préserver, ou plutôt rétablir, la crédibilité de la Conférence, comme vous l'avez mentionné.

Enfin, je souhaite la bienvenue à l'Ambassadrice du Viet Nam et remercie le Représentant du Royaume-Uni pour les informations très utiles qu'il a communiquées au sujet de la récente conférence des cinq États dotés d'armes nucléaires désignés comme tels en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, pour votre déclaration et pour les paroles aimables adressées à la présidence. Je donne à présent la parole au Représentant du Bélarus.

M. Pytalev (Bélarus) (*parle en russe*) : Monsieur le Président, en tant que l'un des six Présidents de cette session, le Bélarus vous assure de son plein appui. Nous pensons que le travail réalisé conjointement par les six Présidents cette année se révèle efficace. Je suis d'accord avec les idées avancées aujourd'hui par mes collègues Présidents.

Selon nous, les premières semaines de travaux au sein de la Conférence du désarmement ont démontré que des progrès étaient possibles et que nous ressentions tous le besoin de reprendre un travail de fond. Et bien alors ? Pour travailler, nous avons besoin d'un programme de travail. Nous devons consentir des efforts supplémentaires qui, moyennant une attitude constructive adaptée et une certaine dose de bon sens, comme vous l'avez si bien fait remarquer, Monsieur le Président, pourraient être couronnés de succès. Vous pouvez compter sur nous pour contribuer à ces efforts.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant du Bélarus des aimables paroles qu'il a adressées à la présidence, et je donne la parole à la Représentante de la Colombie.

M^{me} Castillo Castro (Colombie) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, ma délégation vous remercie, ainsi que les autres Présidents de cette session, pour tous les efforts que vous avez déployés jusqu'à présent pour promouvoir l'adoption d'un ensemble de documents qui permettra de discuter des questions de fond au cours de cette séance.

Ma délégation est consciente des difficultés inhérentes à ce processus et exprime tout son appui à vos efforts qui, nous l'espérons, nous permettront bientôt de parvenir à un accord qui nous ouvrira la voie à l'exécution de notre mandat.

Le Président (*parle en anglais*) : Merci beaucoup. Je donne la parole au Représentant de la France.

M. Hwang (France) : Monsieur le Président, d'abord, je voudrais juste dire que ma délégation est très heureuse de vous voir assis à ce fauteuil et nous formulons tous nos vœux de succès pour votre mission et je voudrais vous assurer du plein soutien de ma délégation à cette fin. Je souhaiterais également souhaiter la chaleureuse bienvenue à la nouvelle Ambassadrice du Viet Nam.

Je n'avais pas en fait l'intention de m'exprimer sur la question précise du programme de travail, car je crois avoir exprimé la position de la France vendredi dernier sur ce sujet important. L'ensemble de documents proposé par les six Présidents est une excellente base de travail et je voudrais saluer à nouveau les efforts de notre collègue de l'Algérie. Vendredi dernier, nous étions prêts à nous rallier au consensus sur cette proposition à condition bien entendu de s'en tenir à son économie générale, s'agissant notamment des mandats des organes subsidiaires qui sont contenus dans le calendrier. Nous sommes bien entendu à votre entière disposition pour examiner une version révisée de cet ensemble de documents qui, nous l'espérons, permettra de parvenir à un accord.

En fait, j'avais demandé la parole pour vous dire quelques mots du discours prononcé le 7 février dernier par le Président de la République française, en sa qualité de chef des armées, sur la stratégie de défense et de dissuasion. Le discours est en train de vous être distribué dans les deux langues. Le Président Macron a présenté son analyse de la situation de la sécurité internationale et sa réflexion sur les aspects fondamentaux de la stratégie de défense et de dissuasion française. En cela, le Président s'inscrit dans une pratique constante des chefs d'État français depuis 1958. En effet, à chaque mandat, les présidents prononcent au moins une grande allocution publique sur la dissuasion française.

Ce discours-ci contient néanmoins une innovation. C'est un discours axé plus largement sur la stratégie de défense qui replace l'outil de défense français, dont la dissuasion, dans le contexte d'un monde en rupture profonde, caractérisé par la remise en cause des équilibres politiques, stratégiques et économiques, par le retour de puissances au comportement décomplexé, par la déconstruction progressive de l'architecture internationale de sécurité et du multilatéralisme. L'ambition européenne du Président s'y affirme dans un appel à l'Europe à ne pas être spectatrice de ce nouvel environnement stratégique mais à reprendre la maîtrise de son destin. Il appelle de ses vœux une Europe qui soit force de proposition au service de la paix et de la refondation de l'ordre mondial en investissant à nouveau dans sa défense et en faisant entendre sa voix sur la maîtrise des armements.

Le Président de la République, soucieux de respecter le devoir de transparence qui revient à la France, au titre de son statut d'État doté d'armes nucléaires au sens du Traité sur la non-prolifération, a rappelé la stratégie de dissuasion de la France. Celle-ci est encadrée par une doctrine strictement défensive, claire et prévisible. Le rôle de la dissuasion est circonscrit aux circonstances extrêmes de légitime défense. Les armes nucléaires ne doivent pas être conçues comme des outils d'intimidation, de coercition ou de déstabilisation. Elles doivent rester des instruments de dissuasion à des fins d'empêchement de la guerre.

Le Président de la République a aussi rappelé les priorités que défend la France en matière de désarmement. La feuille de route pour le désarmement dressée par le Président Macron comprend plusieurs éléments qui intéressent particulièrement notre conférence : le respect du Traité sur la non-prolifération et la préservation de sa primauté, le lancement à la Conférence du désarmement de la négociation d'un traité interdisant la production de

matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, la préservation et l'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la poursuite des travaux sur la vérification du désarmement nucléaire que nous portons avec l'Allemagne et enfin, le lancement de travaux concrets pour la réduction des risques stratégiques. Face à l'érosion des grands instruments de maîtrise des armements, le Président de la République s'est inquiété de la déconstruction de l'architecture de sécurité en Europe et du risque d'une – je cite – « reprise d'une course aux armements conventionnels, voire nucléaires, sur notre sol ». Il a donc rappelé son souhait que les Européens proposent ensemble un programme international de maîtrise des armements et s'investissent pour comprendre à nouveau les dynamiques d'escalade et chercher à les prévenir ou les empêcher par des normes claires et vérifiables.

À la suite de l'effondrement du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, en particulier, le Président de la République souhaite que des discussions élargies soient engagées dans lesquelles l'Europe fasse entendre sa voix et s'assure que ses intérêts soient bien pris en compte dans une négociation sur un nouvel instrument à mesure d'assurer la stabilité stratégique sur le continent européen. Il a aussi rappelé notre souhait que le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques soit prolongé au-delà de 2021. Enfin, le Président a proposé une approche éthique de la dissuasion nucléaire française. Une démocratie comme la France ne peut éluder une réflexion sur cette question qui vient nourrir un débat juridique et stratégique déjà ancien. Mais cette discussion ne peut faire l'économie d'une analyse lucide de l'environnement stratégique au risque de conduire à des choix déstabilisants pour l'architecture de sécurité internationale.

Comme l'a dit le Président, je cite, « le désarmement ne peut être en soi un objectif, il doit d'abord améliorer les conditions de la sécurité internationale » – fin de citation. Aussi, la France refuse-t-elle un désarmement unilatéral qui l'exposerait, elle et ses partenaires, à la violence et au chantage. Un désarmement unilatéral qui, de surcroît, n'aurait aucun effet d'entraînement sur les autres puissances nucléaires. La priorité doit être l'établissement d'une doctrine nucléaire transparente et responsable qui limite l'usage de l'arme nucléaire à la seule prévention de la guerre.

C'est pourquoi le Président a réaffirmé l'importance du dialogue engagé au sein du P5 sur le renforcement de la confiance et de la transparence sur les arsenaux et les stratégies nucléaires de chacun. J'ajouterai en conclusion que le discours du Président de la République, hasard fortuit du calendrier, est venu clore avec succès la séquence transparence organisée par la France, à laquelle certains d'entre vous ont pu participer, composée du séminaire de présentation de notre rapport national sur le Traité sur la non-prolifération et de la visite aux anciennes installations de Pierrelatte et Marcoule. Il réaffirme ainsi avec force l'ensemble de nos engagements au titre du Traité sur la non-prolifération ainsi que l'exercice de transparence auquel nous nous sommes livrés sur notre doctrine et notre posture nucléaires.

Le Ministre des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, aura l'occasion, j'en suis sûr, de revenir sur cet important discours du Président de la République française lundi prochain dans cette salle à 10 h 45.

Le Président (*parle en anglais*) : Merci. Je donne la parole au Représentant de la République populaire démocratique de Corée.

M. Ju Yong-chol (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que ma délégation prend la parole sous votre présidence, je tiens à vous féliciter pour votre accession à la présidence et pour tous les efforts que vous avez déployés jusqu'à présent pour faire avancer la Conférence du désarmement.

Je n'avais nullement l'intention de détourner notre discussion sur les travaux de la Conférence, mais la déclaration lue par le Représentant du Royaume-Uni m'a contraint à prendre la parole. Ma délégation réfute l'argument avancé dans sa déclaration, qui a pointé du doigt la République populaire démocratique de Corée pour ce qui a été qualifié d'activités de prolifération. Cela témoigne du manque de connaissance à l'égard de la question nucléaire dans la péninsule coréenne et de l'ignorance quant au droit légitime à la légitime défense de la République populaire démocratique de Corée. Cet argument ne peut

être interprété que comme une tentative visant à faire pression sur la République populaire démocratique de Corée, tentative qui ne fonctionnera jamais et qui restera vaine.

Étant donné que ma délégation a exposé clairement sa position sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne au début de la présente session, je m'abstiendrai, pour la bonne marche de nos discussions sur les travaux de la Conférence, de répéter la position que nous avons déjà exprimée. Toutefois, ma délégation tient à souligner qu'elle rejette fermement et conteste les accusations formulées dans la déclaration.

Je conclurai ma déclaration en précisant que ma délégation est tout à fait disposée à collaborer avec votre présidence en vue de promouvoir l'adoption rapide d'un programme de travail.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, pour votre déclaration et pour les paroles aimables adressées à la présidence. Je donne à présent la parole à l'Ambassadeur du Chili.

M. Tressler Zamorano (Chili) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que nous prenons la parole sous votre présidence, je tiens à vous souhaiter plein succès dans cette tâche colossale et à vous assurer que la délégation chilienne appuie pleinement votre quête de ce que vous avez qualifié de minimum de bon sens.

Nous souscrivons pleinement à ce que vous avez déclaré et convenons que nous devons mettre de côté nos positions les plus extrêmes afin de trouver un terrain d'entente où chacun d'entre nous est appelé à gagner ou à perdre quelque chose. Une négociation fructueuse est une négociation dans laquelle nous renonçons tous à quelque chose dans l'intérêt collectif, qui n'est autre que la paix et la sécurité universelles. À cet égard, nous ne devons pas oublier que la paix et la sécurité représentent un bien commun qui revient à chacun d'entre nous. Nous pensons être tout proches d'un accord et nous ne devrions donc pas prolonger ou étendre les délibérations, faute de quoi le consensus nécessaire pourrait nous échapper.

À cet égard, nous remercions votre prédécesseur, l'Ambassadeur d'Algérie, M. Belbaki, dont les efforts nous ont sans aucun doute rapprochés d'un éventuel consensus. Nous souhaitons également la bienvenue à la nouvelle Ambassadrice du Viet Nam et remercions l'Ambassadeur du Royaume-Uni pour son exposé.

Cela fait maintenant vingt ans que nous essayons de nous mettre d'accord sur un élément aussi fondamental qu'un programme de travail. En principe, les négociations ne devraient pas être très compliquées. Comme le Président l'a mentionné, la véritable tâche que nos contribuables nous ont confiée est celle que nous entreprendrons après avoir convenu du programme de travail, et la règle du consensus sera toujours appliquée afin de veiller à ce que les intérêts de chacun soient respectés. Comme il nous a été clairement signifié, si nous n'établissons pas, à tout le moins, un programme de travail, nous devrions trouver le courage de faire le point sur la situation de la Conférence du désarmement et, comme vous l'avez souligné, d'économiser les ressources de nos contribuables et de nos concitoyens afin de les utiliser à meilleur escient, en finançant des programmes humanitaires par exemple.

Je conclurai en réaffirmant que nous appuyons vos efforts et en me faisant l'écho des messages emplis d'optimisme que vous avez exprimés. Nous pensons être près du but mais, pour réussir, nous devons tous faire preuve de générosité.

Comme nous l'avons déjà précisé, la délégation chilienne appuie l'ensemble de documents que vous nous présenterez et vous assure à nouveau de son soutien et de sa solidarité.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Ambassadeur du Chili pour ses aimables paroles adressées à la présidence. Je donne à présent la parole à l'Ambassadeur d'Espagne.

M. Sánchez de Lerín García-Ovies (Espagne) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence. Je vous souhaite beaucoup de succès et vous assure de l'appui sans réserve de ma délégation dans tous vos travaux. Je dois avouer que je suis très impressionné, non seulement par le niveau de coordination qui existe entre les six présidences, mais aussi parce que celles-ci semblent travailler dans un véritable esprit d'équipe. Je leur adresse mes plus sincères félicitations.

Je les remercie également pour les efforts considérables qu'elles déploient pour tenir compte des sensibilités de chaque délégation dans la proposition. Je salue vos efforts et vous en remercie. Je me félicite également de la flexibilité dont nous faisons preuve pour dégager un consensus. Comme nous le savons tous, nos ambitions ne s'arrêtent pas là. Nous serons tous préoccupés par un aspect ou un autre. Mais nous savons également tous qu'il s'agit là de la seule manière possible de préserver la nature de la Conférence, de nouer des relations harmonieuses, et d'instaurer le climat et la confiance nécessaires à la reprise des négociations dans les meilleurs délais.

Si nous nous limitons à discuter des calendriers pour passer le temps, nous rendrons peut-être nos réunions plus prévisibles et mieux structurées, mais nous ne ferons que tourner en rond, en répétant sans cesse les mêmes positions nationales. Comme vous l'avez dit vous-même, nous avons débattu pendant 1 600 heures durant vingt-deux années sans obtenir le moindre résultat.

Si nous voulons avancer, l'ensemble de documents que nous approuverons devra comporter un programme de travail caractérisé par les imperfections et la recherche de l'équilibre qui sont nécessaires pour parvenir à un consensus. En d'autres termes, ce programme devra nous permettre de sortir de l'impasse.

Nous n'espérons pas de miracles, mais nous devons adresser un message positif à la communauté internationale, sortir de l'impasse et prendre des mesures qui permettront à la Conférence de s'acquitter à nouveau de son mandat de négociation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Ambassadeur d'Espagne pour ses aimables paroles adressées à la présidence. Je donne à présent la parole à la Représentante des États-Unis d'Amérique.

M^{me} Plath (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, comme le dit le proverbe, « vous êtes un homme selon mon cœur », et je n'aurais pu mieux m'exprimer que vous.

Il est en effet dans notre intérêt, alors que tous nos gouvernements se retrouvent confrontés à de nombreuses sollicitations concurrentes à tous les niveaux dans le monde entier, d'utiliser au mieux les deniers publics. Il s'agit d'une rengaine que j'aime à répéter, comme le savent tous ceux qui ont déjà discuté avec moi. Je dois vous avouer que je n'ai jamais fait le calcul auparavant, mais quand vous lancez un chiffre comme 1 600 heures consacrées à la discussion d'un programme de travail, lequel n'a jamais réellement abouti en vingt ans, je trouve cela terrifiant. En tant que contribuable moi-même, je suis presque certaine que mes impôts ont permis à quelqu'un d'aller à l'université l'année dernière, mais le fait de savoir qu'une partie de ces impôts a été consacrée à 1 600 heures de délibérations au sein de cet organe est tout simplement terrifiant. Je ne sais même pas comment vous le dire en tant que contribuable moi-même.

Toutefois, ma délégation est fermement convaincue que nous avons besoin d'une dose de bon sens – d'une piqure de rappel, si vous préférez – comme vous l'avez fait remarquer, Monsieur le Président, et nous estimons que la version qui a été élaborée avec tant de soin et dans un esprit de collaboration et qui nous a déjà été présentée est effectivement le meilleur compromis que nous puissions trouver. Et, en toute franchise, au cours des trois années, deux années, que j'ai passées ici, je pense aussi qu'il s'agit du meilleur compromis que nous puissions espérer obtenir : un compromis minimal nous permettant d'aspirer à un débat de fond, formalisé et structuré, ici, à la Conférence du désarmement.

Nous attendons avec impatience de recevoir votre projet lundi. Vous bénéficiez bien entendu de tout notre appui. Nous aimerions que ce projet s'inspire du travail que nous avons déjà accompli. Et tout ce que je peux dire, Monsieur le Président, c'est que fondamentalement, il est grand temps de nous atteler à la tâche et de nous mettre au travail. Sinon, il ne nous restera plus qu'à rentrer chez nous.

Le Président (*parle en anglais*) : Merci beaucoup pour votre appui et vos aimables paroles adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de République de Corée.

M. Lee Jang-keun (République de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, tout d'abord, je tenais à vous féliciter de votre accession à la deuxième présidence de la session annuelle de la Conférence du désarmement et à vous assurer de l'appui et de la coopération sans réserve de ma délégation. Je me joins également aux orateurs précédents pour souhaiter la bienvenue dans notre groupe à la nouvelle Ambassadrice du Viet Nam et lui souhaiter beaucoup de succès durant son mandat à Genève. En outre, je remercie l'Ambassadeur du Royaume-Uni, M. Aidan Liddle, pour sa présentation et son exposé relatifs aux résultats du processus engagé par les cinq États dotés d'armes nucléaires désignés comme tels en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a eu lieu la semaine dernière à Londres. Cela nous est très utile pour préparer la prochaine Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération. Le travail de la présidence algérienne – en particulier les efforts inlassables déployés par l'Ambassadeur Belbaki pour aplanir les divergences au sujet de l'ensemble de documents proposé pour l'établissement d'un programme de travail, en étroite collaboration avec les cinq autres États membres qui assureront la présidence au cours de cette session – mérite également d'être salué. Il est toutefois regrettable que nous ne soyons pas parvenus à nous mettre d'accord sur l'ensemble de documents sous sa présidence, malgré l'esprit de flexibilité et de coopération active dont ont fait preuve la majorité des États membres.

Ma délégation exhorte toutes les parties à faire preuve d'un maximum de souplesse et à déployer des efforts collectifs pour permettre à cet organe établi de longue date d'aller de l'avant, et de montrer au monde que nous remplissons la tâche qui nous incombe et que nous ne perdons pas de temps ni ne gaspillons l'argent des contribuables. Dans ce contexte, ma délégation appuie fermement l'approche que vous, Monsieur le Président, poursuivez avec les cinq autres Présidents de la session de cette année. Nous attendons avec impatience de recevoir le projet d'ensemble de documents révisé et espérons que les documents distribués la semaine dernière ne feront pas l'objet de modifications substantielles.

Comme ma délégation l'a souligné dans sa précédente déclaration, nous pensons, pour diverses raisons, qu'il est de la plus haute importance d'adopter un programme de travail pertinent pour cette année. Nous ne devrions pas décevoir la communauté internationale une nouvelle fois, alors que nous célébrons cette année le cinquantième anniversaire du Traité et que se tiendra, en avril prochain, la Conférence d'examen.

Il est évident que ma délégation n'est pas entièrement satisfaite du programme de travail et de l'ensemble de documents proposés, pour différentes raisons que je ne développerai pas maintenant. Cependant, nous estimons qu'il est plus important et plus urgent de faire avancer cet organe en accomplissant un premier pas vers la réalisation du mandat qui nous a été confié, tout particulièrement à un moment où la plupart des membres de cet organe font preuve de la plus grande flexibilité et de la plus grande coopération possible, comme nous l'avons tous entendu cet après-midi.

Comme le dit le proverbe, « un voyage de mille lieues commence toujours par un premier pas », mais si nous ne parvenons pas à faire ce premier pas, toutes les discussions fructueuses que nous avons menées auront été vaines. Nous sommes depuis trop longtemps incapables de faire ce premier pas. De plus, comme je l'ai dit, cette année est une année très importante. Elle est importante non seulement pour le succès de la communauté internationale du désarmement et de la non-prolifération, mais peut-être aussi pour sa survie.

Ma délégation espère néanmoins que nous parviendrons au plus vite à un accord sur le programme de travail et l'ensemble de documents proposé, idéalement d'ici mardi prochain. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, pour votre déclaration et pour les paroles aimables adressées à la présidence. Je donne à présent la parole au Représentant du Brésil.

M. Dalcero (Brésil) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, comme vous le savez, l'Ambassadeur de Barros Carvalho e Mello Mourão, Représentant spécial du Brésil à la Conférence du désarmement, participe au séminaire sur les systèmes d'armes létaux autonomes qui se tient à Rio de Janeiro. C'est pourquoi il ne peut être présent parmi nous aujourd'hui pour la première session de la Conférence sous votre présidence.

Nous tenons toutefois à féliciter l'Ambassadeur d'Argentine, M. Foradori, pour cette première séance formelle sous sa présidence et à l'assurer du soutien sans réserve du Brésil dans les efforts qu'il déploie pour adopter un programme de travail. Nous sommes convaincus que ses compétences diplomatiques, sa capacité de négociation et son esprit d'ouverture nous permettront d'avancer sur les tâches qu'il nous reste à accomplir afin que nous puissions entamer les travaux de fond de la Conférence cette année. Nous tenons également à saluer le distingué Représentant permanent de l'Algérie, l'Ambassadeur Belbaki, et son équipe pour les efforts déployés au cours de sa présidence. Nous remercions également l'Ambassadeur du Royaume-Uni pour son exposé sur la réunion des cinq États dotés d'armes nucléaires. Nous estimons qu'il s'agit d'un exercice utile de transparence qui mérite d'être poursuivi.

Enfin, je tiens à souhaiter la bienvenue à l'Ambassadrice du Viet Nam et à l'assurer de notre coopération.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant du Brésil et je donne à présent la parole au Représentant de la République islamique d'Iran.

M. Dehghani (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, nous vous félicitons pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et vous remercions de tous les efforts que vous avez déployés pour consulter toutes les délégations cette semaine. Nous souhaitons également la bienvenue à l'Ambassadrice du Viet Nam et lui souhaitons beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions.

L'Iran apporte un appui constant, unique et stratégique au bon fonctionnement de la Conférence. Nous considérons la Conférence comme l'unique instance de négociation pour le désarmement nucléaire. Nous ne devons ménager aucun effort pour préserver la Conférence en tant que telle et éviter toute distraction qui pourrait compromettre ses mandats fondamentaux, lesquels sont essentiels au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le monde, caractérisé par des armes nucléaires de plus en plus sophistiquées, n'est pas un lieu sûr. Et nous devons travailler de concert pour élaborer un programme de travail qui permettra de faire avancer la cause du désarmement nucléaire.

La Conférence a pu réaliser des progrès considérables au cours de la présidence exemplaire de l'Algérie, et nous encourageons les Présidents à poursuivre sur cette voie afin d'amener tous les États membres à un consensus. L'ensemble de documents algérien est le fruit de plusieurs semaines de travail acharné, réalisé avec un dévouement professionnel et une transparence exemplaire, ainsi qu'une attitude impartiale. Il convient de poursuivre sur cette lancée.

Ma délégation maintiendra son engagement constructif envers vous et envers les autres délégations, comme ce fut déjà le cas lors des consultations bilatérales et informelles de cette semaine. Nous pensons que chaque membre de la Conférence a un rôle clef à jouer, mais il va de soi que les États qui possèdent des armes nucléaires portent la plus grande part de responsabilité pour aider la Conférence à s'acquitter de ses mandats.

Enfin et surtout, en ce qui concerne l'exposé sur la conférence des cinq États dotés d'armes nucléaires désignés comme tels en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ma délégation attire particulièrement l'attention de nos collègues britanniques sur le fait qu'il aurait été judicieux d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence de Londres la question des États-Unis et de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité

et de leur propre non-respect de cette résolution. La partie qui a violé les résolutions du Conseil de sécurité, soit directement, en se retirant du Plan d'action global commun, soit indirectement, en succombant aux pressions illicites et à l'unilatéralisme impulsif, n'est nullement en position, sur le plan moral ou juridique, de faire la leçon à l'Iran sur ses engagements. Le programme nucléaire de l'Iran a été et demeure exclusivement pacifique, et il est tout à fait malhonnête de le présenter comme une source de préoccupation en matière de prolifération.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, pour votre déclaration et pour les paroles aimables adressées à la présidence. Je donne la parole au Représentant de la Bulgarie.

M. Tomov (Bulgarie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, notre délégation vous félicite chaleureusement pour votre entrée en fonction et vous souhaite beaucoup de succès. Nous sommes disposés à appuyer les efforts que vous déployez pour garantir l'adoption de l'ensemble de documents proposé. Nous saluons dans le même temps votre approche transparente et dynamique, ainsi que vos efforts pour suivre l'exemple irréprochable donné par la présidence algérienne de la Conférence du désarmement.

Nous souhaitons également la bienvenue à la nouvelle Ambassadrice du Viet Nam et lui adressons tous nos vœux de succès dans ses fonctions. Enfin, nous remercions notre collègue britannique pour l'exposé qu'il a présenté au nom des cinq États dotés d'armes nucléaires désignés comme tels en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Chers collègues, selon le document que nous avons lu et les déclarations que nous avons entendues cette semaine et la semaine dernière, nous étions – et sommes toujours – proches d'un consensus sur une approche commune, mais nous n'avons pas encore atteint cet objectif. Il semblerait que nous refusions de franchir le cap décisif qui nous ramènerait sur la voie des travaux pratiques. Il semblerait que nous appréhendions un changement de contexte, même si cela n'implique que le transfert de nos discussions aux organes subsidiaires. Nous pensons qu'il vaut la peine de franchir cette dernière étape. Cela témoignerait de l'importance que nous accordons à la nouvelle approche – ouverte et transparente – des six Présidents de la session de cette année, ainsi que du dernier Président de 2019 et du premier Président de 2021, respectivement. Cela démontrerait également que nous connaissons notre objectif. Dans le cas contraire, cela reviendrait à avouer que nous ne connaissons pas l'objectif que nous poursuivons ni ce que nous voulons obtenir. Cela signifierait également que, collectivement, nous ne voulons pas avancer.

Pour notre délégation, aucune de ces options n'est acceptable. Selon nous, un effort maximal, qui irait au-delà de nos lignes rouges, prouverait que nous avons conscience de la responsabilité que porte cet organe. Le fait de siéger dans cette enceinte dans le seul but de répéter des messages politiques laisserait entendre que nous sommes incapables d'insuffler le changement que nous préconisons tous, ou que nous n'avons pas la volonté de le faire. Nous estimons que cela n'est acceptable pour personne. Si nous collaborons cette année – aussi difficile que cette entreprise puisse paraître et quel que soit le niveau de détérioration du contexte international en matière de sécurité – nous pourrions instaurer les conditions propices à un renforcement de la confiance. Celles-ci sont indispensables à tout effort commun visant à atteindre un objectif partagé et nous en avons désespérément besoin dans notre environnement de travail au sein de la Conférence. Soyons à la hauteur des responsabilités qui nous incombent et franchissons cette dernière étape.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, pour votre déclaration et pour les paroles aimables adressées à la présidence. Je donne à présent la parole à l'Ambassadeur du Mexique.

M. Martínez Ruiz (Mexique) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que ma délégation prend la parole sous votre présidence, je tiens tout d'abord à vous féliciter pour votre accession à cette fonction importante, ainsi qu'à vous assurer que le Mexique coopérera avec vous pour faire de votre présidence une réussite et pour contribuer à la reprise des travaux de la Conférence sur la base de son mandat de négociation. Nous saluons l'étroite coopération qui unit actuellement les six présidences de cette session. En effet, comme cela a été dit précédemment, il s'agit d'une pratique

exemplaire qui assure la continuité des travaux de la Conférence, et nous espérons qu'elle sera renouvelée dans les années à venir.

Ma délégation souhaite également la bienvenue à l'Ambassadrice du Viet Nam dans cette instance. Nous convenons parfaitement que le multilatéralisme joue un rôle essentiel dans l'examen des questions de paix et de sécurité, dont le désarmement nucléaire fait partie. Nous remercions la délégation britannique pour son exposé sur les travaux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et la délégation française pour sa présentation sur le discours du Président Macron. Nous prenons acte de ces rapports et confirmons que leur présentation au sein de cette instance constitue un excellent exercice de transparence. Nous considérons volontiers les informations présentées comme un signe de l'ouverture d'esprit de ces pays et de leur engagement en faveur de la réussite de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020.

Enfin, nous tenons à saluer le message que vous avez délivré dans votre présentation d'aujourd'hui. Nous sommes très satisfaits de poursuivre l'excellent travail réalisé par l'Ambassadeur d'Algérie, M. Belbaki, durant sa présidence et nous prenons acte des consultations bilatérales qui ont été menées et de celles qui sont prévues. Nous partageons tout à fait la conviction selon laquelle le bon sens devrait constituer un élément central et déterminant de nos travaux au sein de cette Conférence, toujours dans le respect du mandat qui nous a été confié en tant qu'organe de négociation. Le bon sens ne devrait pas nous amener à reproduire les mandats d'autres organes ou à nous engager dans des discussions stériles et redondantes qui aboutiraient à de pseudo travaux de fond.

Nous partageons entièrement votre avis selon lequel, si la banque de la Conférence devait faire faillite, nous devrions reconnaître cette situation et économiser les sommes importantes versées par les contribuables. Nous devons alors également repenser l'architecture lors d'une nouvelle session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le distingué Représentant du Mexique pour sa déclaration. Il n'y a plus d'orateurs sur la liste.

(*L'orateur poursuit en anglais.*)

Je tiens à préciser deux choses. Premièrement, nous allons poursuivre nos consultations et je suis tout à fait ouvert à toute suggestion, tout commentaire ou tout autre élément que vous pourriez juger nécessaire d'apporter. Mes collègues disposent à cet effet de mon numéro de téléphone et de mes coordonnées WhatsApp – vous pouvez m'appeler à tout moment. Je peux également rencontrer chacun d'entre vous à tout moment, y compris pendant le week-end. Deuxièmement, je sais que tout le monde est au courant de la tenue, la semaine prochaine, du débat de haut niveau, et que nombre de ministres ou de hauts dirigeants issus de nombreux gouvernements des pays membres représentés ici y participeront. Je me tiens donc à votre entière disposition pour répondre à tous vos besoins, car je sais que ce type d'événement donne parfois lieu à des problèmes logistiques et à une forte dose de stress. Vous pouvez compter sur moi pour résoudre tous les problèmes qui pourraient se poser.

Je donne la parole au Représentant du Canada. Monsieur, vous avez la parole.

M. Davison (Canada) (*parle en anglais*) : Je suis désolé de vous interrompre, Monsieur l'Ambassadeur, et je vous félicite à nouveau pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour les quatre prochaines semaines. Nous avons une confiance totale dans vos capacités et vos efforts déployés de bonne foi pour tenter de remettre cet organe au travail.

Je suis désolé de vous interrompre, mais je n'ai aucune idée du programme de la semaine prochaine. Je n'ai trouvé aucune information en ligne, et je suis quelque peu surpris de constater qu'à la veille des trois ou quatre jours, ou quel qu'en soit le nombre, au cours desquels nous accueillerons des orateurs de haut niveau, aucune information n'a été rendue publique. Dès lors, pourrais-je demander que ces informations soient communiquées aux délégations d'une manière ou d'une autre ? J'ai également remarqué qu'il existait désormais, semble-t-il, deux sites Internet de la Conférence, et je ne sais pas pourquoi. Il serait peut-être judicieux, à un moment donné, que le secrétariat nous explique pourquoi

la Conférence dispose désormais de deux sites Internet. Merci, et désolé de vous avoir interrompu.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Le secrétariat a la parole.

M^{me} Mercogliano (Secrétaire par intérim de la Conférence du désarmement) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, le programme de l'ensemble du débat de haut niveau, qui se tiendra de lundi à mercredi, a été mis en ligne ce matin, mais le site Internet est en pleine transformation, j'y reviendrai dans une seconde. Ainsi, au lieu d'y accéder dès que vous cliquez sur le lien fourni sur l'ancien site, vous devez vous rendre dans la bannière de gauche et cliquer sur « débat de haut niveau ». Je suis moi-même restée interdite quelques secondes avant de savoir où cliquer.

En ce qui concerne le site Internet, le secrétariat avait effectivement l'intention de porter ce point à votre attention, et nous vous prions de nous excuser de ne pas l'avoir fait plus tôt. Concrètement, l'ensemble du site Internet du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement sera transféré vers un nouveau site, et cela se fera de manière progressive pour des raisons évidentes. Nous ne sommes pas en mesure de le faire du jour au lendemain, aussi, pour le moment, et à titre temporaire, vous commencerez à apercevoir des liens renvoyant vers d'autres pages, qui seront les nouvelles pages pour les séances de cette année. À moyen terme, nous serons en mesure de déplacer l'ensemble du contenu du site actuel, l'ancien site, vers le nouveau site. Cependant, étant donné que nous modifions les outils que nous utilisons, dont certains sont encore en cours d'élaboration à New York, nous sommes obligés, pour le moment, de conserver les anciennes informations sur l'ancien site Internet et de créer de nouvelles pages pour les nouvelles informations à mesure qu'elles arrivent. À un certain stade, le tout sera fusionné.

Le débat de haut niveau commencera lundi à 10 heures.

Le Président (*parle en anglais*) : Je suis heureux que nous ayons pu faire la lumière sur ces questions. Chers collègues, je vous remercie une fois de plus pour vos contributions et nos discussions d'aujourd'hui, ainsi que pour les aimables paroles adressées à la présidence. Je tiens également à remercier le secrétariat et les interprètes pour leur travail.

La prochaine séance plénière, qui se tiendra le lundi 24 février 2020, marquera le premier jour du débat de haut niveau. Et comme le secrétariat vient de le dire, celui-ci a mis en ligne, ce matin, la liste des orateurs de haut niveau.

Il s'agit d'un événement majeur, avec la venue de nombreux dirigeants de haut niveau. Je suis à votre disposition, y compris ce week-end, pour résoudre tout problème qui pourrait se poser. Et j'espère que tout ira pour le mieux. Merci beaucoup.

La séance est levée à 16 h 30.